



Information presse
22 avril 2009

OGM : Le point sur la recherche en France

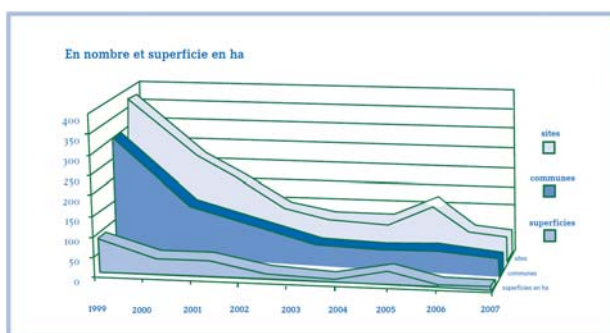
La France fut l'un des berceaux des biotechnologies végétales. Cependant, les investissements liés à la recherche dans ce domaine sont aujourd'hui en fort retrait.

- **Un nombre d'essais au champ très faible en 2008, aucune expérimentation en 2009**

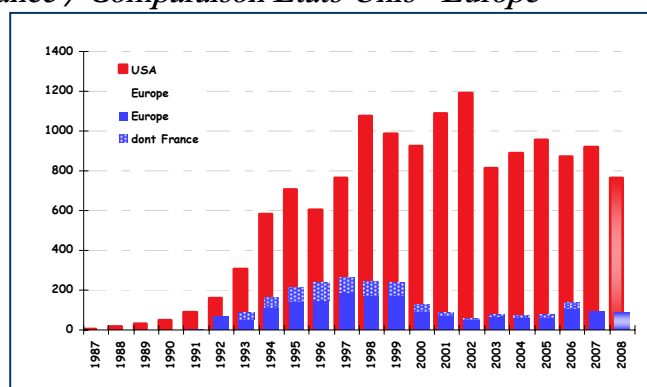
13 autorisations d'expérimentations ont été délivrées au bénéfice de la recherche publique et privée pour l'année 2008, 14 en 2007, 17 en 2006, 12 en 2005, 9 en 2004 et 19 en 2003.

⇒ En 2000 on dénombrait plus de 170 essais en France, en 2008, il y en a moins de 15. Dans le même temps, près d'un millier d'essais seront effectués aux Etats-Unis cette année.

Nombre d'essais en plein champ en France / Comparaison Etats-Unis - Europe



Source : rapport annuel de la commission du génie biomoléculaire de 2007



Source : Union européenne et France : <http://gmoinfo.jrc.ec.europa.eu>
Source US : <http://www.isb.vt.edu/cfdocs/fieldtests1.cfm> (essais approuvés)
2008 : au 24 septembre

- **Plus de la moitié des essais en plein champ détruits chaque année**

Les expérimentations au champ permettent un progrès de la connaissance scientifique. C'est une étape majeure pour étudier le comportement de la plante et nécessaire pour son autorisation par les pouvoirs publics.

Pourcentage d'essais autorisés par le ministère de l'Agriculture qui ont été détruits

- 2003 : **68 %** des essais détruits
- 2004 : **42 %** des essais détruits
- 2005 : **48 %** des essais détruits
- 2006 : **65 %** des essais détruits
- 2007 : plus de **25%** des essais détruits, et une forte augmentation des destructions de cultures, notamment destinées à la production de semences (entraînant des pertes économiques majeures)
- 2008 : **69%** des essais détruits

☞ Une seule expérimentation en champ d'un maïs résistant à la chrysomèle, un insecte ravageur, peut coûter 200 000 euros par site. Les destructions successives des expérimentations mettent en danger les lourds investissements initiaux. Face à cet environnement non-sécurisé, les entreprises de biotechnologies, mêmes françaises, délocalisent leur activité de R&D. En 2009, toutes les entreprises mèneront de facto leurs expérimentations dans des pays de l'UE ou du reste du monde. Un signal fort sera nécessaire pour les faire revenir sur le territoire national.

- **Les entreprises françaises effectuent leur R&D à l'étranger**

La société Biogemma (dont les actionnaires sont Limagrain et RAGT, deux entreprises françaises de biotechnologies) a décidé de mener des expérimentations au champ en Inde (en partenariat avec une entreprise indienne) et aux Etats-Unis : 7 à 8 expérimentations y ont été menées en 2005. Ayant dû subir plus de 10 destructions depuis 2000, Biogemma n'a pas conduit d'essais en France en 2008.

- **Le nombre de chercheurs en France en baisse constante**

Les chercheurs français sont contraints de quitter La France pour poursuivre leurs activités :

- « Dans dix ans, le nombre de nos chercheurs sera multiplié par deux pour atteindre 2600, mais 80 % d'entre eux seront sans doute à l'étranger contre 40% actuellement » rappelait Daniel Chéron, directeur général de Limagrain après la première destruction d'essais de l'année 2007.
- 100 chercheurs étaient mobilisés par Bayer CropScience en France en 2000. Ils ne sont plus que 18 en 2007.
- Biogemma a décidé de concentrer sa recherche sur les sites de Clermont-Ferrand et de Toulouse, en fermant celui d'Evry et celui de Cambridge, au Royaume-Uni. Les effectifs ont diminué de 30% passant de 123 à 86 salariés.

- **Les grandes agricultures mondiales favorisent les investissements dans la recherche**

Le marché des semences biotechnologiques est pourtant en pleine croissance et les budgets de recherche sont en augmentation afin de préparer les prochaines générations d'OGM qui seront probablement développés hors de l'hexagone.

- *A l'échelle mondiale, l'effort de recherche de Bayer CropScience progresse de manière importante : de 80 millions d'euros/an en 2005, le budget R&D dans ce domaine atteindra les 200 millions d'euros/an en 2015. La France y occupera une place très inférieure à ce que son rang de deuxième puissance agricole mondiale exige.*
- *Monsanto investit plus de 10 % de son chiffre d'affaires en R&D, soit un budget de 700 millions d'euros, dont 80% dans les semences et les biotechnologies.*

- **La recherche publique sinistrée**

En 2005, la mission parlementaire présidée par Jean-Yves le Déaut avertissait : « ***si la France continue à laisser partir ses chercheurs à l'étranger, elle risque de perdre non seulement sa capacité d'expertise mais également son indépendance¹*** ». Les entreprises de biotechnologies ont participé à de nombreux projets public/privé : coopération avec des laboratoires de la recherche publique (instituts, universités, etc.), financements de thèses, etc. Ce n'est plus le cas désormais, à l'image de Génoplante dont Bayer (l'une des trois entreprises participantes aux côtés de Biogemma et Bioplante) s'est retirée pour la période 2004 - 2010, privant la recherche publique d'une expertise nécessaire et d'un financement complémentaire.

Quelques chiffres²

- *En 2005, « selon Guy Riba, directeur général délégué de l'INRA, alors qu'au sein de l'institut, une quarantaine de chercheurs consacrent leurs travaux à l'agriculture biologique et une centaine de chercheurs travaillent sur la génomique végétale, aucune recherche n'est menée sur les OGM d'intérêt agronomique » !*
- *Parmi les 850 chercheurs recensés au CIRAD, seuls 4 travaillent directement sur les OGM.*

¹ Rapport fait au nom de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 13 avril 2005

² Idem